La Révolution française

La Révolution française
Cahiers de l'Institut d'histoire de la Révolution française

19 | 2021
Appropriation de la Révolution française dans l'historiographie japonaise

Appropriation de la Révolution française dans l'historiographie japonaise [Introduction]

Pierre Serna

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/lrf/4381
DOI : 10.4000/lrf.4381
ISSN : 2105-2557

Éditeur
IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique
Pierre Serna, « Appropriation de la Révolution française dans l'historiographie japonaise [Introduction] », *La Révolution française* [En ligne], 19 | 2021, mis en ligne le 01 février 2021, consulté le 19 avril 2021. URL : http://journals.openedition.org/lrf/4381 ; DOI : https://doi.org/10.4000/lrf.4381

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2021.

© La Révolution française

Appropriation de la Révolution française dans l'historiographie japonaise [Introduction]

Pierre Serna

1 Consacrer un numéro spécial de *La Révolution Française* à l'historiographie japonaise de la fin du XVIII^e^ siècle n'est pas chose simple tant les modes d'écriture, de pensées et de compréhensions de l'histoire diffèrent entre les deux pays. Pourtant le résultat est là avec une somme d'articles qui exprime la vitalité des recherches au Japon, leur ancienneté et les perspectives futures qui s'y dessinent.

2 La difficulté mais tout l'intérêt aussi nait du fait que, bien vite, il est apparu dans ce travail commun que la spécificité des historiens japonais de la révolution se porte sur une interrogation qui est toute japonaise, avant d'être française. Qu'est-ce que Meiji Ishin, c'est à dire comment évaluer le grand moment de rupture de 1868, celui qui fait passer le Japon dans l'ère de la modernité, à l'aune de la Révolution française de 1789 ?

3 Être historien de la Révolution française au Japon, au moins jusqu'au bicentenaire de 1989, a représenté un vaste effort intellectuel de contextualisation des deux révolutions et de réflexion intense pour tenter de les situer l'une par rapport à l'autre. Les ressemblances, troublantes pour deux espaces distants de dix-sept mille kilomètres, reposaient non seulement, dans un premier temps, dans deux nations distantes où les noblesses et tout ce qui découlait dans la société de privilèges structuraient, malgré des critiques et des fêlures, la structure des deux systèmes. Ainsi, entre 1860 et 1890, le combat pour les droits, pour les libertés fondamentales, dans un Japon sclérosé par ses coutumes féodales, constitua une entrée dans une modernité politique que conclut la proposition d'une constitution en 1889. Certes, elle n'avait pas l'aspect libéral de celle qui soutenait les régimes parlementaires anglais, américains ou français[1]. Encore fallait-il réaliser d'où le Japon de 1868 partait pour réaliser les progrès réalisés, alors que la France se préparait à fêter le centenaire de sa Révolution en affermissant le régime de la 3^e^ république. Meiji Ishin (terme sur lequel les historiens discutent encore) renvoyait à l'idée d'une Lumière (aube ou chemin) en même temps qu'à un renouveau

portant avec lui l'idée de modernité. Dans le contexte de vaste colonisation de l'Extrême-Orient, il en allait de la survie du Japon, menacé par les puissances occidentales et, surtout, les États-Unis. Les Japonais comprirent que, sans réaction de leur part, ils allaient connaitre le même sort que le reste de l'Asie, et plus particulièrement celui de la Chine.

4 Le Japon se devait de se moderniser. Alors, les Japonais réalisèrent que ce bond en avant pour rattraper les forces occidentales ne pouvaient se limiter à la mise en place de structures industrielles et à la fondation d'un capitalisme nippon. Cette modernité entrainait avec elle un bouleversement de cadres culturels, intellectuels et sociaux qui impliquaient de profonds bouleversements politiques accompagnant les transformations économiques. Libertés, libéralisme, libéralisation, émancipation, citoyenneté, patrie, nation, constitution, lois devinrent des sujets de réflexion, et surtout des mots nouveaux qu'il fallut traduire avec les signes traditionnels de la langue japonaises (les kanjis). Luttes, résistances, oppositions, révoltes, demandes de droits constituèrent l'autre versant de ces prises de consciences. Concernant l'introduction des idées de 1789 dans l'archipel nippon, un homme joua un rôle plus particulier dans cette histoire : Nakae Shomin (1847-1901). Il était « futsugakusha », « francologue ». Il avait imaginé le modèle français pouvait inspirer le Japon. Il introduit Jean–Jacques Rousseau en 1876 par la traduction du *Contrat Social* et *Le Discours sur les sciences et les arts* en 1883. Ce « Rousseau de l'Orient », comme il était appelé, était un passeur d'idées, artisan de transfert culturel, observateur de la Révolution française. Il fut non seulement traducteur mais aussi homme d'action, capable de fédérer autour de lui de jeunes intellectuels prêts à accueillir les notions de droits et de conquêtes pour les libertés fondamentales.

5 Il est logique dans ces conditions que les Japonais à la recherche d'un modèle constitutionnel ou d'un modèle politique stable se mirent à observer les grandes révolutions contemporaines et plus particulièrement la Révolution française. Là commencèrent les difficultés, car si la révolution de 1789 avait porté la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, mais aussi mis en place une monarchie constitutionnelle, il ne fallait pas mettre en cause, au Japon, le pouvoir impérial et le fragiliser, alors que les seigneurs déchus continuaient à refuser de reconnaitre la suprématie de l'Empereur désormais basé à Tokyo. Ainsi, dans un premier temps les historiens japonais adoptèrent une attitude double, entre fascination pour les débuts de la Révolution française et rejet du passage de la guerre civile, risque d'éclatement de la société que le Japon avait lui aussi connu lors des guerres entre clans aux XVI^e^ et XVII^e^ siècles et ne voulait plus revivre. Il fallait donc verrouiller une Révolution venue d'en bas, pour imposer par le haut une Révolution constitutionnelle affermissant les cadres sociaux de domination japonaise, fondés sur un système patriarcal puissant et une tradition d'obéissance, ancrée dans le plus grand nombre. L'article de Koichi Yamazaki, « Modèle à éviter, modèle à suivre, objet de comparaison – La modernisation du Japon et la référence à la Révolution française », permet de saisir l'ensemble de ce premier âge de l'historiographie tout en poursuivant son étude durant le XX^e^ siècle, permettant une approche globale et très informée des différentes écoles japonaises d'interprétation de la Révolution.

6 Cette première période, initiée à partir de 1868, fut longtemps abordée au travers du débat sur l'origine de la prise de pouvoir par l'Empereur et les jeunes samouraïs qui l'entouraient. Était-ce une restauration au sens français du terme, un retour au cadre

ancien du pouvoir d'un seul, ou bien une restauration tendant plus tôt vers l'évolution, voire une authentique révolution, permettant la libération des forces nouvelles, bourgeoisie marchande, bourgeoisie bancaire, monde du commerce urbain ? Ce débat fit rage au XXe siècle.

7 Aujourd'hui, de nouvelles approches sont possible. L'article de Takashi Koï, « Un historien japonais Inoue Kôji (1910-89) : ses travaux sur l'histoire moderne et contemporaine de France et l'Affaire de Chichibu à l'ère Meiji », en est l'expression par l'étude sociale, culturelle et politique de la révolte de Chichibu dans la province de Saitama au nord de Tokyo. Longtemps, une historiographie traditionnelle a négligé ces révoltes de paysans, y voyant des soubresauts désespérés sous la forme d'émeutes de misère, comme on en trouve à toutes les périodes, sous toutes les latitudes. Par son étude, Takashi Koï montre comment ce soulèvement de 1884 constitue une preuve que, dans ce milieu rural, mais fortement lié à la mondialisation des marchés puisque dépendant de la fluctuation du marché des vers à soie, les demandes étaient modernes et liées à une émancipation politique en plein accord avec l'époque de Meiji. Ainsi, loin d'imaginer la période comme une transition seulement opérée par des élites éclairées, il faut désormais intégrer l'étude des rébellions paysannes qui émaillèrent la fin du XIXe siècle. La précieuse étude de Katsuma Shizuo, traduite par Pierre François Souyri, dans cette perspective, avait déjà ouvert pour le public francophone des pistes de réflexion novatrices, montrant, à l'encontre d'une histoire convenue au Japon, tout l'intérêt qu'il y avait à repenser une histoire de Meiji par le bas de la société et de ses tensions[2].

8 Avec le XXe siècle, de nouvelles problématiques s'imposent, et notamment après la Révolution russe de 1917 et l'impact qu'elle eut dans toute l'Asie. L'interprétation marxiste de la Révolution française devient prégnante parmi les historiens japonais. La lecture croisée des articles de Koichi Yamazaki, Takashi Koi, et Yoshihiro Matsuura, ainsi que la synthèse sur les idées communistes dans l'historiographie japonaise de Pierre-François Souyri offrent, pour la première fois, dans une revue historique française, un tableau complet de ce que fut l'historiographie de la Révolution française au Japon au XXe siècle et l'importance que la Révolution française eut dans ses débats.

9 Le début du XXe siècle apporta au Japon le chaos de la Première Guerre mondiale, avec ses suites. La compétition féroce avec les États-Unis pour la maitrise du Pacifique et la montée d'un militarisme fascisant finirent par imposer un régime dictatorial, expansionniste, belliqueux, qui amena le Japon à la catastrophe de la Seconde Guerre mondiale, qui en fera le seul pays au monde à subir deux attaques nucléaires, celles d'Hiroshima et Nagasaki.

10 La période qui suivit 1945 fut une nouvelle « révolution » pour le Japon. Démilitarisé, occupé, ruiné, il devait repartir de zéro ou presque. L'Empereur fut laissé sur le trône, mais sans plus aucun pouvoir, comme barrière symbolique capable d'éviter un basculement du Japon dans le bloc communiste. Une nouvelle constitution fut promulguée. Surtout, de profondes réformes économiques furent organisées qui abolirent définitivement le régime de propriété de la terre en une réforme agraire essentielle pour comprendre de nouveau la façon dont le modèle français révolutionnaire influença les études historiques.

11 Une fois encore, malgré la distance géographique, se rejouaient, autour de la terre et de son exploitation, des faits que les historiens pouvaient considérer comme ressemblants et qui retinrent et accaparèrent les historiens japonais tant à propos du modèle de

développement économique que du modèle d'une révolution marxiste à venir ou non, scientifiques ou politique. Les historiens japonais trouvèrent en Georges Lefebvre, toujours dans son bureau à la Sorbonne, en retraite mais plus actif que jamais après 1945, un point de référence et d'accueil qui justifiait leur controverse scientifique et masquait, en un moment où la chasse aux sorcières existait aussi au Japon, leurs sympathies pour les idées communistes. Pierre-François Souyri, dans « Le marxisme au Japon, entre émeutes du riz et répression généralisée (1918-1938) », explique d'ailleurs le cadre intellectuel dans lequel s'est développé l'idée communiste au Japon, cadre qui renforce l'importance du débat sur la Révolution française dans l'archipel.

12 Deux écoles s'affrontèrent autour du *Nihon Shihonshugi Ronso* (« polémique sur l'interprétation du capitalisme japonais »). D'un côté, on trouve l'école *kôza*, basée à Tokyo, avec Kôhachirô Takahashi. Proche de Lefebvre, il interprétait Meiji Ishin comme une révolution inaboutie, une restauration impériale qui conservait des caractères féodaux malgré le développement d'une économie capitaliste et appelait une révolution radicale si le Japon voulait parvenir à des changements aussi profonds que ceux qu'avait obtenu la Révolution française. D'un autre côté, l'école *rônô*, basée à Kyoto et influencée par Kawano, soutenait que Meiji Ishin avait bien constitué une révolution bourgeoise et point seulement une restauration d'un pouvoir traditionnel. Ces transformations incomplètes devaient se poursuivre par une autre révolution, qui adviendrait plus tard selon le schéma marxiste.

13 Ces polémiques n'étaient pas que des discussions abstraites autour de la compréhension du modèle théorique d'un schéma à appliquer, mais se fondaient aussi sur une connaissance approfondie de l'historiographie française, comme le montrent les articles qui suivent. En fait, les Japonais étaient et sont demeurés longtemps admiratifs du travail de Georges Lefebvre. Celui qui fut peut-être le plus grand historien de la Révolution au XX^e^ siècle eut aussi une influence déterminante pour l'école japonaise. En effet, en remettant à la première place de la dynamique révolutionnaire les paysans et les forces rurales, Lefebvre apportait aux historiens japonais une matière riche pour penser leur propre révolution des cadres ruraux imposée par le démantèlement de la propriété foncière après la Seconde Guerre mondiale. Il leur offrait aussi une vision positive de l'intégration des masses rurales dans la nouvelle citoyenneté. On saisit mieux pourquoi Takahashi fut non seulement accueilli dans le cercle des proches de Lefebvre, fréquentant Albert Soboul , Richard Cobb et George Rudé, mais fut à ce point influencé par leurs œuvres qu'il fut proche des *Annales Historiques de la Révolution Française* et constitua, à son tour, une école qui allait donner, avec Shibata et Chizuka, présentés avec détail dans l'article de Yoshihiro Matsuura, « L'ombre portée de la défaite : La Révolution française dans l'historiographie japonaise de l'après-guerre », une féconde réflexion sur la Révolution française.

14 À ce propos, une précision s'impose pour le lecteur français. Le respect de la tradition académique, dans un pays où le statut de professeur, comme passeur lui-même d'une tradition, conserve tout son prestige, explique parfois ce qui peut paraitre comme des formes rigides de transpositions de débats interposés mêlant trois niveaux d'observations et d'analyse, rendant complexe pour le lecteur non averti la lecture d'articles, puisque ce sont en même temps la Révolution française, l'ère de Meijin Ishin et la théorie marxiste qui s'entremêlent pour présenter au fond une interprétation du Japon contemporain. Ces trois niveaux sont parfois déroutants – pourquoi ne pas le reconnaitre ? –, mais constituent aussi l'originalité de ce numéro où la parole est

donnée à des historiens qui évoquent leur Révolution par la Révolution française, tentative d'une histoire à part égale, où les Japonais ne rentrent pas forcément dans les cadres habituels d'interprétation de la Révolution française tout en la plaçant au cœur de leurs travaux.

15 Risquons une hypothèse, avant d'évoquer la jeune génération de l'après-bicentenaire. Au fond, il semble bien que les historiens japonais ont parfaitement compris l'objet même de la Révolution, dans son essence profonde telle que Georges Lefebvre l'avait décrite : construire l'idéal d'une République de petits paysans propriétaires, dont le modèle constitua une originalité sociographique de la France jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Le respect du professeur en Sorbonne, sa science de la révolution paysanne dans un pays qui connait une mutation agraire sans précédent, sa façon de penser le socle des acquis civils, finalement conservés par Napoléon Empereur – ce dernier mot ne pouvait qu'avoir un fort écho au Japon –, expliquent l'aura du professeur français sur tant de japonais.

16 Dans cette perspective il relevait clairement du tabou de défendre l'idée de transformer le Japon en République alors que le modèle impérial demeurait aussi présent et constitutif de la cohésion nationale. Pierre François Souyri montre d'ailleurs que la particularité du parti communiste japonais est d'avoir développé un marxisme sans jamais se départir d'un patriotisme nippon. L'hypothèse serait que, face à ce tabou, le débat très virulent sur la lecture marxiste à appliquer à la Révolution française masquait en réalité la question du passage de l'Empire à la République par le dépassement de Meiji Ishin et une vraie histoire critique du Japon. Cela demeure une hypothèse pour essayer de débusquer les impensés non-dits des historiens japonais de la Révolution française et de Meiji Ishin.

17 En clair, il semble que les historiens japonais n'ont pas fait une histoire critique de leur Révolution au sens où François Furet a pu le faire de la Révolution française, redistribuant les cartes et forçant chacun à abandonner sa grille de lecture élaborée au XIX^e^ siècle, depuis Madame de Stael en 1818, jusqu'à Jaurès en 1900, pour revenir à la réalité des faits, permettant par exemple un tournant épistémologique et parvenir à la critique de la critique, dont toute l'œuvre de Timothy Tackett, reconstruisant le réel heure par heure de la Révolution, constitue une réponse évidente à la première déconstruction, insuffisante mais roborative, de Furet sur la Révolution française.

18 En clair, le nœud d'interprétation de la Révolution française par les Japonais se trouve dans la façon dont ils abordent Meiji Ishin. Les récentes polémiques au moment de célébrer le 150^e^ anniversaire de 1868 en 2018 le prouvent amplement. Les discussions lors du colloque organisé à la Maison franco-japonaise de Tokyo par Nobutaka Miura, faisant se confronter les spécialistes japonais, a montré que la bataille pour le 150^e^ anniversaire faisait encore rage au Japon[3]. Ainsi, on saisit mieux, dans l'optique d'une comparaison souvent réalisée entre les deux révolutions, combien la lecture des articles gagne à être mise en perspective avec la légitimité même de cette comparaison. C'est là proposer une distance critique, un point de départ introductif, pour aborder ces articles dans leur complexité historiographique et analytique.

19 Surement faudrait-il conseiller tout simplement en guise d'introduction au lecteur de lire le récent ouvrage de Pierre François Souyry, *Moderne sans être occidental*, œuvre incontournable sur la naissance du Japon comme nation moderne[4]. L'auteur y propose de comprendre Meiji non plus comme une seule date qui aurait tout bouleversé, mais comme un processus long de politisation du Japon mettant face à face des forces

progressistes et réactionnaires dans l'histoire d'un long siècle d'acculturation et d'adaptation du Japon à la modernité d'un monde occidental imposant ses canons à une société orientale. Pourtant, l'empire et son peuple étaient loin d'être seulement repliés sur eux-mêmes. Tous étaient capables de comprendre les enjeux des droits, des lois, des formes de la démocratisation et de la politisation. Longtemps négligé ou peu visible, le peuple urbain et rural, point si soumis qu'on ne l'a cru, était à son tour capable d'intégrer la dimension des luttes et des revendications pour peu que l'on s'intéresse aux formes sociales des tensions au bas de la société et que l'on sache les relier, malgré les formes d'étanchéité sociale du modèle japonais. La construction d'un nouvel État dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, et au moins dans la première moitié du XX^e^ siècle, n'alla pas sans problème, comme dans le monde occidental, avec ses limites, ses impasses, la nation laissant place au nationalisme, l'ordre public à un régime militaire liberticide et finalement catastrophique pour le Japon.

20 Depuis le bicentenaire, en 1989, qui correspondait au sommet de la prospérité économique du Japon – l'année 1988 avait vu le Japon parvenir au niveau de première puissance exportatrice du monde –, et l'effondrement du bloc soviétique, les tensions ont, comme partout où l'on étudie la Révolution française, descendu d'un cran entre les écoles antagonistes et, désormais, pourrait-on écrire, sans évoquer une banalisation, une forme de normalisation de la recherche s'impose. La jeune génération active des historiens japonais, dont Kôbô Seigan, Ako Kobayashi, Rio Ayakawa, et les doctorants prometteurs comme Yuki Fukuda, travaillent sur des objets aussi divers que leurs collègues du monde entier. Ils travaillent de façon précise sur des archives, des sources, et s'intéressent à la Révolution française pour elle-même, sans avoir à justifier de passer par l'écran historiographique de Meiji.

21 À ce titre, le formidable fonds et l'histoire étonnante de la reconstitution de la bibliothèque Bernstein à l'université de Senchu, sous l'initiative du professeur Yoshiaki Ômi, auteur de la note bibliographique à ce propos, « À propos de la valeur historique des pièces conservées à la bibliothèque de l'université Senshû (Tōkyō), dans la Collection des Documents de Michel Bernstein », est tout à fait révélatrice de cette volonté de faire venir les sources, parfois inédites en France, directement au Japon.

22 Il y a là l'indice d'une plus forte intégration à la communauté internationale des chercheurs japonais, que le statut de Koichi Yamazaki, président de la commission internationale d'histoire de la Révolution française, ne peut que confirmer, ce dont il faut se réjouir pour renforcer les études japonaises sur la Révolution française. Les articles sur la conception des outremers durant le Directoire de Kôbô Seigan, « Le colonialisme des républicains sous le Directoire – Le cas d'Eschassériaux », ou les rapports entre Révolution anglaise et française de Yuki Kusuda, « Les fantômes des Anglais du XVII^e^ siècle au temps de la Révolution française – Les nouveaux Cromwell et les nouveaux Monk », illustrent une génération d'historiens formés en France et étudiant la Révolution française en soi et pour soi, ce qui n'empêche nullement de constater, pour Kobo Seigan, une forte interrogation entre nation et expansionnisme et, pour Yuki Kusuda, de revenir à la question de la comparaison des Révolutions.

23 Pensé et travaillé depuis trois ans, le comité de rédaction de LRF espère surtout combler une lacune dans l'historiographie de la Révolution en proposant des analyses rendant compte à plusieurs voix des interprétations différentes de la Révolution française et de Meiji Ishin de façon croisée, complexifiant l'héritage de la Révolution à

dix-sept mille kilomètres de Paris, tout en lui assurant aujourd'hui même une nouvelle dynamique.

NOTES

1. Il existe encore en Sorbonne un buste de Gustave Émile Boissonade (1825-1910), qui fut conseiller spécial au Japon de 1875 à 1895, pour la rédaction d'un Code civil, jugé trop libéral par les nationalistes qui préféraient s'inspirer du code prussien, mais dont les grandes lignes demeurèrent.

2. SHIZUO Katsumata, *Ikki , Coalitions , ligues et révoltes dans le Japon d'autrefois*, introduction, traduction et notes de Pierre-François Souyri, CNRS éditions, Paris, 2011.

3. *Histoires du Japon et de France, comparer l'incomparable et Penser la Révolution Meiji : Meiji Ishin et Révolution française* (28 et 30 juin 2018), conférences organisées par la maison Franco-japonaise et l'Institut français de recherche sur le Japon à la Maison franco-japonaise (Umifre 19, MEAE-CNRS) https://www.mfj.gr.jp/agenda/2018/06/30/20180630_pierre_souyri/index.php.

4. Pierre-François SOUYRI, *Moderne sans être occidental. Aux origines du Japon aujourd'hui*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des histoires », 2016.

AUTEUR

PIERRE SERNA

IHRF-IHMC
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne